

La Société Africaine de Venimologie privée de parole à la réunion technique sur la crise des antivenins en marge l'Assemblée Mondiale de la Santé

22/05/2016- La crise est africaine, et les voix sub-sahariennes doivent être entendues.

GENEVE – La Société Africaine de Venimologie (SAV) dénonce énergiquement son exclusion de l'ordre du jour de la réunion technique sur l'accessibilité des antivenins qui se tient en marge de l'Assemblée Mondiale de la Santé le 25 mai.

En Afrique, un million de personnes sont mordues par des serpents chaque année. Plus de 20 000 décèdent et 10 000 souffrent d'une invalidité permanente ou d'une amputation. Peu d'entre eux ont accès à un antivenin efficace, en raison de d'une chaîne d'approvisionnement défailante.



La SAV rassemble des praticiens, des scientifiques et des professionnels de la santé publique qui exercent en Afrique. Ils sont en première ligne de la prise en charge des envenimations et du traitement des patients. Ils mènent des études épidémiologiques, des recherches cliniques et organisent des formations destinées au personnel de santé de la région. Les patients, les agents de santé et les autorités politiques sont tous conscients de la situation et travaillent à trouver des solutions.

L'analyse de la pénurie actuelle montre qu'elle résulte du cercle vicieux de la distribution des antivenins, associant l'insuffisance de l'offre, la perte de confiance par les médecins et les patients et le coût élevé des antivenins. Ce cercle vicieux peut être surmonté grâce à une stratégie volontariste, rendue possible par l'amélioration technologique des antivenins actuels, purifiés, polyvalent et lyophilisés. Mais la voix de la SAV n'est pas entendue dans le débat international sur ces sujets, parce que la participation de ses membres est contrainte par les mêmes causes structurelles qui sont à l'origine de la pénurie d'antivenin.

Dix-huit ministères de la santé, dont 12 d'Afrique subsaharienne, ont demandé que l'OMS organise cette réunion technique en marge de l'Assemblée mondiale de la Santé 2016. L'objectif était de permettre une meilleure visibilité de ce problème de santé publique négligé et d'exposer les recommandations de la SAV : améliorer les informations épidémiologiques pour préciser les besoins thérapeutiques, former le personnel de santé à la prise en charge des envenimations, favoriser le choix d'antivenins efficaces et bien tolérés et trouver des financements pour rendre accessible les antivenins. Les membres de la SAV attendaient avec impatience l'événement pour partager ses conclusions et recommandations.



« Nous avons été très contrariés de découvrir, quelques jours avant l'ouverture de la réunion, que son organisation avait été confiée au gouvernement du Costa Rica, qui a un conflit d'intérêts en raison de sa fabrication d'antivenins pour l'Afrique », a déclaré le Professeur Achille Massougbodji, président de la SAV. « En outre, les recommandations pratiques de la SAV ont tout simplement disparu du programme, en laissant une proposition convenue de "réponse intégrée" qui consistera vraisemblablement à concentrer les ressources là où elles se trouvent déjà, c'est-à-dire en dehors de l'Afrique.

Il est temps de laisser la parole à ceux qui luttent, sans ressource ni soutien, contre un fléau qui les accable depuis des temps immémoriaux ».

Pour plus d'informations en anglais ou en français, veuillez contacter Jean-Philippe Chippaux (jean-philippe.chippaux@ird.fr). Le Dr Chippaux est un membre fondateur de la SAV. Pour des interviews, en français, vous pouvez également joindre le président de la SAV Achille Massougbodji au Bénin (massougbodjiachille@yahoo.fr). D'autres interviews peuvent être organisées sur demande, avec des représentants du Kenya, du Ghana, du Cameroun, au Burkina Faso, du Sénégal et du Mali.